

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten
M. DE BLOCK

Die Ministerin des Öffentlichen Dienstes
S. WILMES

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2023/41092]

28 FEVRIER 2023. — Arrêté royal élevant la charte d'intégrité existante pour la coopération au développement au rang de norme nationale pour la politique d'intégrité et établissant un point de contact central pour les victimes d'abus dans la Coopération au Développement

RAPPORT AU ROI

Sire,

Cet arrêté royal met en œuvre la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement suite à la modification suivant la loi du 20 juillet 2020 modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération belge au développement et érigeant la charte d'intégrité existante en matière de Coopération au Développement en référence nationale pour la politique d'intégrité.

La modification de la loi vise, d'une part, la mise en place d'un point de contact central afin de recevoir et traiter les signalements de victimes d'abus de la part des acteurs visés à l'article 2, 6°/1 et 6°/4 de la loi et, d'autre part, l'élévation de la charte d'intégrité existante au rang de norme nationale en matière de politique d'intégrité.

Ces deux mesures, qui sont liées dans l'arrêté royal en question, doivent apporter une réponse à un vide juridique existant et doivent ensemble permettre un meilleur suivi et traitement des signalements d'abus sexuels.

Le présent arrêté royal est rédigé dans l'esprit de la « Recommandation du CAD de l'OCDE sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et l'aide humanitaire : principaux piliers de la prévention et de la réponse », adoptée le 19 juillet 2019.

Discussion des articles

Chapitre I – Définitions

Article 1^{er} – Cet article ajoute plusieurs définitions à la réglementation existante de la coopération belge au développement, compte tenu du contexte spécifique de l'arrêté royal, qui vise principalement à créer de nouvelles règles et de nouveaux organes.

Les définitions des éléments de l'abus sont basées sur le glossaire de l'ONU, plus précisément du bulletin ST/SGB/2003/13, qui est également cité dans la recommandation de l'OCDE-CAD.

Chapitre II – Traitement des signalements

Article 2 – Des mesures ponctuelles et appropriées

Conformément à la Charte d'intégrité et à la recommandation du CAD de l'OCDE du 19 juillet 2019, l'organisation concernée prend immédiatement les mesures appropriées.

En premier lieu, l'organisation concernée doit fournir des mesures intégrées et sûres de réponse et de protection pour les personnes qui signalent un abus. L'organisation concernée met tout en œuvre pour que l'abus cesse immédiatement et que l'auteur présumé n'ait pas accès à la victime potentielle ou à l'auteur du signalement. Ceci est important afin d'éviter des représailles éventuelles, des actions de dissuasion ou d'autres actions de pression.

L'organisation concernée fournit une assistance en facilitant l'accès à l'aide médicale et psychosociale disponible et en facilitant le signalement auprès du point de contact de première ligne ou aux autorités locales appropriées, si cela est approprié et souhaité par la victime potentielle. Les organisations concernées ont l'obligation d'informer les victimes de la disponibilité de cette assistance. Celle-ci ne s'applique pas automatiquement, car les auteurs d'un signalement ne sont pas nécessairement des victimes elles-mêmes, mais peuvent aussi être de simples lanceurs d'alerte.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2023/41092]

28 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit tot verheffing van het bestaande integriteitscharter inzake de ontwikkelingssamenwerking tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid en tot oprichting van een centraal meldpunt voor slachtoffers van misbruik in de Ontwikkelingssamenwerking

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit geeft uitvoering aan de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, naar aanleiding van de wijziging ervan ten gevolge van de wet van 20 juli 2020 tot wijziging van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking en tot verheffing van het bestaande integriteitscharter inzake de Ontwikkelingssamenwerking tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid.

De wetwijziging heeft als doel om enerzijds een centraal meldpunt op te richten om meldingen van slachtoffers van misbruik door de in artikel 2, 6° /1 en 6° /4 van de wet bedoelde actoren te verwerken en te behandelen, en anderzijds het bestaande integriteitscharter tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid te verheffen.

Beide maatregelen, die in het desbetreffend koninklijk besluit gelinkt worden, dienen een antwoord te bieden op een bestaande juridische leemte en moeten samen leiden tot een betere opvolging en behandeling van meldingen van seksueel misbruik.

Dit koninklijk besluit is opgesteld in de geest van de aanbeveling van de OESO DAC "Recommendation on Ending Sexual Exploitation, Abuse, and Harassment in Development Co-operation and Humanitarian Assistance: Key Pillars of Prevention and Response", aangenomen op 19 juli 2019.

Artikelsgewijze bespreking

Hoofdstuk I – Definities

Artikel 1 – Dit artikel voegt verscheidene definities toe aan de bestaande regelgeving rond de Belgische ontwikkelingssamenwerking, gelet op de specifieke context van het KB, dat er voornamelijk op doelt om nieuwe regels en organen in het leven te roepen.

De definities van de elementen van misbruik zijn gebaseerd op het glossarium van de Verenigde Naties, meer bepaald uit bulletin ST/SGB/2003/13, dat ook in de OESO-DAC aanbeveling wordt geciteerd.

Hoofdstuk II – Behandeling van meldingen

Artikel 2 – Tijdige en gepaste maatregelen

Overeenkomstig het integriteitscharter en de OESO DAC aanbeveling van 19 juli 2019 treft de betrokken organisatie onmiddellijk de gepaste maatregelen.

In eerste instantie dient de betrokken organisatie te voorzien in geïntegreerde en veilige respons- en beschermingsmaatregelen voor personen die melding maken van misbruik. De betrokken organisatie doet al het mogelijke om ervoor te zorgen dat het misbruik onmiddellijk stopt en dat de vermoedelijke dader geen toegang heeft tot het potentiële slachtoffer of de melder. Dit is belangrijk om eventuele vergelding, ontrading of andere drukkingsacties te vermijden.

De betrokken organisatie geeft bijstand door de toegang te faciliteren tot de beschikbare medische en psychosociale hulp en door de melding te faciliteren bij het eerstelijns meldpunt of bij de gepaste lokale overheden, indien gepast en gewenst door het potentiële slachtoffer. De betrokken organisaties hebben een verplichting om slachtoffers te informeren over deze beschikbare bijstand. Die is niet automatisch van toepassing gezien melders niet noodzakelijk zelf slachtoffer zijn, maar ook louter klokkenluider kunnen zijn.

Les organisations doivent élaborer en interne des directives et des normes minimales concernant les mesures d'assistance et d'accompagnement aux victimes, y compris l'identification de personnes de référence et de prestataires de services clés auxquels se référer. Les organisations doivent donc élaborer une feuille de route qui anticipe les différentes situations possibles d'abus et comment les gérer, ce qu'il faut faire et qui il faut contacter.

Article 3 – Création du point de contact central

Cet article met en œuvre l'article 8/1 de la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération belge au développement et vise la création d'un point de contact central qui soit neutre et accessible aux victimes d'abus commis par les acteurs visés à l'article 2, 6° /1 et 6° /4 de la loi, à savoir les acteurs institutionnels et les organisations accréditées.

Le champ d'action du point de contact central a été explicitement étendu à Enabel, BIO et aux autres acteurs belges bénéficiant d'un financement. Il s'agit de s'assurer que le cadre de traitement des rapports d'abus soit le même pour toutes les organisations belges qui reçoivent de l'aide officielle au développement et que tous les auteurs d'un signalement d'abus de la part de collaborateurs d'organisations visées par l'article 2 de la loi, § 1 ont la possibilité de s'adresser à un point de contact neutre.

L'article 3 dispose que le point de contact est établi par le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. De cette manière, le point de contact s'appuie sur les structures existantes au sein du SPF et peut compter sur le savoir-faire des membres du personnel responsables de l'intégrité.

Le principe de base du point de contact central est la subsidiarité. Cela signifie que le point de contact central n'intervient que lorsque les actions du point de contact de première ligne sont inadéquats. La première et la plus importante responsabilité incombe donc toujours à ces canaux existants des organisations partenaires. Toutefois, le point de contact central peut intervenir dans le cas où un signalement auprès d'un point de contact de première ligne s'avère inopportun, impossible ou inadéquat pour un auteur de signalement ou une victime d'abus telle que visé dans le présent arrêté

Article 4 – Introduction d'un signalement

Cet article permet l'introduction d'un signalement par toute personne intéressée, victime de l'abus ou non. La possibilité d'introduire un signalement est accordée à toute personne, y compris des personnes morales ou des groupements de fait. L'objectif est de rendre le point de contact le plus accessible possible.

Le deuxième alinéa précise la manière dont le signalement peut être introduit. Cette introduction se fait principalement par le biais d'un portail internet et peut être élargie à d'autres moyens. A nouveau, cela est pensé dans un objectif d'accessibilité.

Article 5 – Conditions de recevabilité d'un signalement

Cet article indique les conditions auxquelles un signalement doit satisfaire pour être recevable et être pris en charge par le point de contact central.

L'article 5, § 2 liste les éléments qui doivent figurer dans un signalement. Si l'un de ces éléments est manquant, le signalement peut être complété par son auteur.

L'article 5, § 3 indique les cas où un signalement ne sera pas traité par le point de contact central. Il s'agit des cas où le signalement ne relève pas des compétences du point de contact et des cas où le signalement a déjà été traité par le point de contact. Lorsque le signalement ne relève pas de la compétence du point de contact central, celui-ci peut transmettre le signalement au point de contact de première ligne compétent avec l'accord de l'auteur du signalement. Ce mécanisme de transfert moyennant accord de son auteur, permet de garantir l'efficacité du traitement d'un signalement en permettant son transfert au point de contact de première ligne compétent, tout en garantissant le respect de la volonté de l'auteur du signalement qui pourrait ne pas vouloir que son signalement soit automatiquement transféré à un point de contact de première ligne.

Enfin, l'article 5, § 4 indique que le point de contact informe l'auteur du signalement de la recevabilité ou de l'irrecevabilité du signalement.

Article 6 – Suivi d'un signalement par le point de contact central

Une fois le signalement déclaré recevable, l'article 6 définit les points sur lesquels le suivi du signalement par le point de contact central portera. Le point de contact central n'est pas un organe d'enquête. Il vérifie si le suivi par l'organisation concernée accordé à l'abus signalé est en accord avec les principes de la charte d'intégrité. Il s'agira entre autres de vérifier si l'organisation a accordé un suivi suffisant au

Organisaties dienen intern richtlijnen en minimumnormen op te stellen voor bijstands- en ondersteuningsmaatregelen voor slachtoffers, met inbegrip van het aanwijzen van belangrijke referentiepersonen en dienstverleners waarnaar kan worden doorverwezen. Organisaties dienen dus een draaiboek op te maken dat inspeelt op verschillende mogelijke situaties van misbruik en hoe hiermee om te gaan; wat te doen en wie te contacteren.

Artikel 3 – Oprichting van het centraal meldpunt

Dit artikel voert artikel 8/1 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking uit en beoogt de oprichting van een centraal meldpunt dat neutraal en toegankelijk is voor slachtoffers van misbruik door de in artikel 2, 6° /1 en 6° /4 van de wet bedoelde actoren, met name de institutionele actoren en de erkende organisaties.

Het toepassingsgebied van het centraal meldpunt wordt bovendien expliciet uitgebreid naar Enabel, BIO en andere Belgische actoren die financiering ontvangen. Dit om er voor te zorgen dat het kader voor de behandeling van meldingen van misbruik hetzelfde is voor alle Belgische organisaties die officiële ontwikkelingshulp ontvangen en dat alle melders van misbruik vanwege medewerkers van organisaties, bedoeld in artikel 2, §1 van de wet de mogelijkheid hebben om een melding te doen bij een neutraal meldpunt.

Artikel 3 bepaalt dat het meldpunt opgericht wordt door de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking. Op die manier bouwt het meldpunt verder op bestaande structuren binnen de FOD en kan gerekend worden op de reeds aanwezige knowhow van de medewerkers belast met integriteit.

Het basisbeginsel van het centraal meldpunt is de subsidiariteit. Hiermee wordt bedoeld dat het centraal meldpunt pas tussenkomt wanneer het eerstelijnsmeldpunt tekortschiet. De eerste en belangrijkste verantwoordelijkheid rust dus steeds bij deze bestaande kanalen van de partnerorganisaties. Het centraal meldpunt komt enkel tussen in gevallen waar een melding bij een eerstelijnsmeldpunt niet opportuun, mogelijk of afdoende blijkt voor een melder of een slachtoffer van misbruik zoals bedoeld in dit besluit.

Artikel 4 – indiening van een melding

Dit artikel maakt het mogelijk om een melding te maken door elke belanghebbende, slachtoffer van misbruik of niet. De mogelijkheid om een melding te maken wordt toegekend aan elke persoon, met inbegrip van rechtspersonen of feitelijke groepen. Het doel is om het meldpunt zo toegankelijk mogelijk te maken.

In de tweede alinea wordt verduidelijkt op welke wijze de melding kan worden gemaakt. Deze melding gebeurt voornamelijk via een webportaal en kan worden uitgebreid naar andere middelen. Opnieuw, dit wordt gedaan met het doel de toegankelijkheid te garanderen.

Artikel 5 – Voorwaarden voor de ontvankelijkheid van een melding

In dit artikel worden de voorwaarden vastgesteld waaraan een melding moet voldoen om ontvankelijk te zijn en door het centraal meldpunt te worden behandeld.

Artikel 5, § 2 somt de elementen op die in een melding moeten voorkomen. Als een van deze elementen ontbreekt, kan de melding worden aangevuld door de melder.

Artikel 5, § 3 geeft aan in welke gevallen een melding niet door het centraal meldpunt zal worden behandeld. Dit zijn gevallen waarin de melding niet onder de bevoegdheid van het meldpunt valt en gevallen waarin de melding reeds door het meldpunt is behandeld. Indien de melding niet onder de bevoegdheid van het centraal meldpunt valt, kan het centraal meldpunt de melding met instemming van de melder doorsturen naar het bevoegde eerstelijnsmeldpunt. Dit overdrachtsmechanisme met goedkeuring van de melder zorgt voor een doeltreffende verwerking van een melding door deze door te geven aan het bevoegde eerstelijnsmeldpunt, en zorgt er tegelijkertijd voor dat de wensen van de melder gerespecteerd worden, aangezien deze wellicht niet wil dat de melding automatisch aan een eerstelijnsmeldpunt wordt doorgegeven.

Ten slotte, bepaalt artikel 5, § 4 dat het meldpunt de melder informeert over de ontvankelijkheid of niet-ontvankelijkheid van de melding.

Artikel 6 – Opvolging van een melding door het centraal meldpunt

Zodra de melding ontvankelijk is verklaard, worden in artikel 6 de punten vastgesteld die door het centraal meldpunt moeten worden opgevolgd. Het centraal meldpunt is geen onderzoekorgaan. Het gaat na of de opvolging door de betrokken organisatie van het gemelde misbruik in overstemming is met de principes van het integriteitscharter. Hierbij wordt onder meer nagegaan of de organisatie voldoende

signalement qu'elle a reçu, si l'organisation a pris des mesures pertinentes ou si l'organisation concernée a mis en place un système adéquat de suivi de l'intégrité.

L'alinéa 2 du même article vise à garantir un suivi efficace des signalements en imposant à l'organisation concernée une obligation de coopérer avec le point de contact central.

Article 7 – Respect de la vie privée et de la confidentialité

Cet article rappelle l'importance accordée aux principes de vie privée et de confidentialité. L'action du point de contact central est guidée par ces deux principes et une attention particulière est portée à la protection de l'identité de l'auteur du signalement lors du suivi par le point de contact central.

Article 8 – Résultat du suivi d'un signalement par le point de contact central

Cet article indique le résultat du suivi d'un signalement par le point de contact central. Celui-ci rédige un rapport indiquant les éléments clés du dossier et les démarches accomplies par le point de contact central.

L'article 8, alinéa 2, précise que si le point de contact central considère que la charte d'intégrité n'a pas été respectée ou que l'organisation concernée n'a pas pris les mesures pertinentes, il peut rédiger des recommandations en matière d'intégrité à l'égard de l'organisation concernée.

Si la gravité de la situation le requiert, ces recommandations peuvent être transmises au ministre qui à la Coopération au Développement dans ses attributions.

Le point de contact central n'étant pas un organe d'enquête, de contrôle ou de sanction, son action se limite à l'émission des recommandations auprès des acteurs concernés. Ces recommandations peuvent prendre plusieurs formes, comme des mesures concrètes à prendre par l'organisation concernée ou la réalisation d'une enquête externe sur l'abus signalé.

Article 9 – Information relative à la fin du suivi d'un signalement auprès de l'auteur

Cet article indique que le point de contact informe l'auteur du signalement de la fin du suivi d'un signalement et informe l'auteur du signalement des mesures d'assistances existantes, si celui-ci est aussi une victime potentielle de l'abus signalé.

Chapitre III – Charte d'intégrité

Article 10 – Élévation de la charte d'intégrité au rang de norme nationale

Cet article met en œuvre l'article 15/1 de la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération belge au développement. Ce faisant, la charte d'intégrité existante devient la norme nationale en matière de politique d'intégrité et son contenu devient contraignant pour les acteurs mentionnés dans l'article susmentionné, à savoir :

- 1° les coupes et les fédérations;
- 2° les organisations de la société civile et les acteurs privés qui souhaitent entrer en ligne de compte pour exécuter des interventions de coopération au développement visées à l'article 2, 8° ;
- 3° les ONG humanitaires belges qui souhaitent bénéficier d'un financement dans le cadre d'activités visées à l'article 29, § 2 ;

- 4° les acteurs institutionnels.

Article 11 – Retrait de l'accréditation

Cet article lie la sanction du retrait de l'accréditation prévue à l'art. 26 de la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération belge au développement à une violation grave de la charte d'intégrité. Quatre situations sont énumérées qui sont considérées comme des violations graves.

La logique qui sous-tend cet article est que l'élévation de la charte d'intégrité au rang de norme nationale ne peut être efficace que si des conséquences sont attachées au respect de la charte.

Compte tenu de la portée de la sanction en question, il a été décidé de ne l'appliquer qu'aux "violations graves". Les quatre situations mentionnées ci-dessus visent donc expressément à sanctionner les acteurs qui, délibérément et systématiquement, ou après plusieurs rappels, violent la charte ou refusent de coopérer au suivi de la plainte par le point de contact central. Dans ce cas, le retrait n'est pas non plus automatique, car l'arrêté royal prévoit un certain pouvoir discrétionnaire pour le ministre (cf. art. 13).

Article 12 – Suspension ou cessation des subventions

Suivant la même logique que l'article 11, cet article vise à rendre la charte d'intégrité contraignante et surtout applicable en sanctionnant les violations. Alors que l'article 11 prévoyait encore une sanction

gevolg heeft gegeven aan de melding die zij heeft ontvangen, of de organisatie relevante maatregelen heeft genomen of dat de betrokken organisatie beschikt over een adequaat systeem voor integriteitsbewaking.

Lid 2 van hetzelfde artikel beoogt een doeltreffende opvolging van meldingen te waarborgen door de betrokken organisatie te verplichten om samen te werken met het centraal meldpunt.

Artikel 7 – Eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer en vertrouwelijkheid

Dit artikel herhaalt het belang dat wordt gehecht aan de beginselen van privacy en vertrouwelijkheid. Het optreden van het centraal meldpunt wordt geleid door deze twee beginselen en er wordt bijzondere aandacht besteed aan de bescherming van de identiteit van de melder tijdens de opvolging door het centraal meldpunt.

Artikel 8 – Resultaat van de opvolging van een melding door het centraal meldpunt

In dit artikel wordt het resultaat vermeld van de opvolging van een melding door het centraal meldpunt. Deze laatste stelt een verslag op met vermelding van de belangrijkste elementen van het dossier en de stappen die het centraal meldpunt heeft ondernomen.

Artikel 8, lid 2, bepaalt dat indien het centraal meldpunt van oordeel is dat het integriteitscharter niet is nageleefd of dat de betrokken organisatie geen relevante maatregelen heeft genomen, het integriteitsaanbevelingen aan de betrokken organisatie kan opstellen.

Indien de ernst van de situatie dit vereist, kunnen deze aanbevelingen worden doorgegeven aan de minister bevoegd voor Ontwikkelings-samenwerking.

Aangezien het centraal meldpunt geen onderzoeks-, controle- of sanctieorgaan is, wordt haar actie beperkt tot het maken van aanbevelingen aan de betrokken actoren. Deze aanbevelingen kunnen verschillende vormen aannemen, zoals concrete acties die door de betrokken organisatie moeten worden ondernomen of de uitvoering van een extern onderzoek naar het gemelde misbruik.

Artikel 9 – Informatie aan de melder over het einde van de opvolging van een melding

In dit artikel wordt bepaald dat het centraal meldpunt de melder in kennis stelt van het einde van de opvolging van een melding en de melder informeert over bestaande bijstandsmaatregelen indien deze ook een potentieel slachtoffer van het gemelde misbruik is.

Hoofdstuk III – Integriteitscharter

Artikel 10 – Verheffing van het integriteitscharter tot nationale standaard

Dit artikel voert artikel 15/1 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking uit. Hiermee wordt het bestaande integriteitscharter de nationale standaard voor het integriteitsbeleid en wordt de inhoud ervan bindend voor de in voornoemd artikel vermelde actoren, met name:

- 1° de koepels en federaties;
- 2° de organisaties van de civiele maatschappij en privéactoren die voor het uitvoeren van interventies van ontwikkelingssamenwerking bedoeld in artikel 2, 8° in aanmerking willen komen voor financiering;
- 3° Belgische humanitaire NGO's die in het kader van activiteiten bedoeld in artikel 29, § 2, in aanmerking willen komen voor financiering;

- 4° De institutionele actoren.

Artikel 11 – Intrekking erkenning

Dit artikel koppelt de sanctie van de intrekking van de erkenning zoals bepaald in art. 26 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking aan een ernstige schending van het integriteitscharter. Daarbij worden vier situaties opgesomd die als ernstige schendingen worden beschouwd.

De logica achter dit artikel is dat de verheffing van het integriteitscharter tot nationale standaard slechts effectief kan zijn indien er gevolgen worden gekoppeld aan de naleving van het charter.

Gelet op de verregaande aard van de sanctie in kwestie, is besloten om dit enkel toe te passen op 'ernstige schendingen'. De vier voormelde situaties zijn dan ook uitdrukkelijk bedoeld om actoren te bestraffen die *bewust en systematisch of na meerdere aanmaningen* het charter schenden, of weigeren mee te werken aan de opvolging van de melding door het centraal meldpunt. De intrekking is in dat geval ook niet automatisch, daar het koninklijk besluit enige discretionaire bevoegdheid voorziet voor de minister (cf. art. 13).

Artikel 12 – Schorsing of beëindiging van subsidies

Volgens dezelfde logica als in artikel 11, beoogt dit artikel het integriteitscharter bindend en vooral afdwingbaar te maken door schendingen te sanctioneren. Waar het in artikel 11 nog over een

lourde pour les violations graves, l'article 12 punit les organisations fautives en touchant aux engagements qui font partie des programmes, projets et contributions tels que stipulés dans les articles 27, 28, 29 et 30 de la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement.

Les options vont de la suspension totale ou partielle à la résiliation totale ou partielle des engagements susmentionnés. Les deux critères d'évaluation servent à objectiver la décision et, surtout, la motivation qui sous-tend la décision. Ici aussi, les sanctions ne sont nullement automatiques, mais l'arrêté royal prévoit un pouvoir discrétionnaire pour le ministre (cf. article 13).

Article 13 – Procédure de sanction

Cet article est la disposition générale qui établit les modalités liées aux sanctions prévues aux articles 11 et 12. La procédure tant pour la sanction prévue à l'article 11 (retrait de l'accréditation) que pour l'article 12 (suspension ou cessation des subventions) est alignée sur la procédure existante de retrait de l'accréditation prévue à l'article 10, §2 à §4 de l'arrêté royal du 11 septembre 2016 relatif à la coopération non gouvernementale. La raison en est d'éviter la création de différentes procédures de sanction.

Cette procédure prévoit la notification de l'intention du ministre à l'organisation concernée par lettre recommandée, avec un délai de deux mois pour que l'organisation présente ses observations sur ce retrait. La décision finale de retrait de l'accréditation est alors prise par le ministre, sur la base d'un avis de l'administration, et est communiquée à l'organisme par lettre recommandée.

Cette procédure est non seulement la procédure déjà légalement établie pour le retrait de l'accréditation, mais aussi une procédure appropriée pour la suspension ou la cessation des subventions, en tenant compte des intérêts des victimes et de l'organisation concernée, qui a ainsi l'opportunité de communiquer ou clarifier son point de vue.

Chapitre IV – Dispositions finales

Articles 14 et 15 – Entrée en vigueur et mise en œuvre

Ces articles ne nécessitent aucun commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Coopération au Développement,
C. GENNEZ

28 FEVRIER 2023. — Arrêté royal érigeant la charte d'intégrité existante en matière de coopération au développement en référence nationale pour la politique d'intégrité et créant un point de contact central pour les victimes d'abus dans la Coopération au Développement

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement, les articles 8/1 et 15/1, insérés par la loi du 20 juillet 2020, l'article 26, § 7, alinéa 4, remplacé par la loi du 16 juin 2016, l'article 27, § 2, alinéa 6, remplacé par la loi du 20 juillet 2020, l'article 28, § 4, remplacé par la loi du 9 janvier 2014, et les articles 29, § 4, alinéa 2, et 30, § 5, remplacés par la loi du 20 juillet 2020 ;

Vu la loi du 20 juillet 2020 modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement et érigeant la charte d'intégrité existante en matière de coopération au développement en référence nationale pour la politique d'intégrité, l'article 10 ;

Vu la concertation avec les représentants des fédérations, des acteurs institutionnels, de BIO et Enabel qui a eu lieu les 30 avril 2021, 9 septembre 2021, 20 octobre 2021, 28 janvier 2022, 4 mai 2022 et 14 décembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 janvier 2023 ;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 8 février 2023 ;

verregaande sanctie ging voor ernstige schendingen, bestraft artikel 12 overtredende organisaties door te raken aan de toezeggingen die kaderen in de programma's, projecten en bijdragen zoals bepaald in de artikelen 27, 28, 29 en 30 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking.

De opties variëren van volledige of gedeeltelijke schorsing tot volledige of gedeeltelijke beëindiging van voormelde toezeggingen. De twee evaluatiecriteria dienen om de beslissing – en dan voornamelijk de motivatie die de beslissing ondersteunt – te objectiveren. Ook hier zijn de sancties geenszins automatisch, maar voorziet het koninklijk besluit in een discretionaire bevoegdheid voor de minister (cf. artikel 13).

Artikel 13 – Sanctieprocedure

Dit artikel geldt als overkoepelende bepaling ter vastlegging van de modaliteiten gelinkt aan de sancties voorzien in de artikelen 11 en 12. De procedure voor zowel de sanctie voorzien in artikel 11 (intrekking erkenning) als artikel 12 (schorsing of beëindiging van subsidies) spiegelt zich aan de reeds bestaande procedure voor de intrekking van erkenning voorzien in art. 10, §2 tot en met §4 van het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking. Reden hiervoor is om te vermijden dat er verschillende sanctieprocedures ontstaan.

Deze procedure voorziet in een mededeling van het voornemen van de minister aan de betrokken organisatie per aangetekende brief, met voor de organisatie een termijn van twee maanden om haar opmerkingen over deze intrekking kenbaar te maken. De finale beslissing om de erkenning in te trekken wordt dan genomen door de minister, op basis van een advies van de administratie en wordt via een aangetekend schrijven aan de organisatie meegedeeld.

Deze procedure is niet alleen de reeds wettelijk verankerde procedure voor de intrekking van erkenning, maar is tevens een gepaste werkwijze voor de schorsing of beëindiging van subsidies, waarbij de belangen van zowel de slachtoffers als de betrokken organisatie – die zo de kans krijgt haar standpunt over te maken of te verduidelijken – in acht worden genomen.

Hoofdstuk IV – Slotbepalingen

Artikels 14 en 15 – Inwerkingtreding en uitvoering

Deze artikels vereisen geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
C. GENNEZ

28 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit tot verheffing van het bestaande integriteitscharter inzake de ontwikkelingssamenwerking tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid en tot oprichting van een centraal meldpunt voor slachtoffers van misbruik in de Ontwikkelingssamenwerking

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, artikelen 8/1 en 15/1, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2020, artikel 26, § 7, vierde lid, vervangen bij de wet van 16 juni 2016, artikel 27, § 2, zesde lid, vervangen bij de wet van 20 juli 2020, artikel 28, § 4, vervangen bij de wet van 9 januari 2014, en de artikelen 29, § 4, tweede lid, en 30, § 5, vervangen bij de wet van 20 juli 2020;

Gelet op de wet van 20 juli 2020 tot wijziging van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking en tot verheffing van het bestaande integriteitscharter inzake de ontwikkelingssamenwerking tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid, artikel 10;

Gelet op het overleg met de vertegenwoordigers van de federaties, de institutionele actoren, BIO en Enabel dat heeft plaatsgevonden op 30 april 2021, 9 september 2021, 20 oktober 2021, 28 januari 2022, 4 mei 2022 en 14 december 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 januari 2023;

Gelet op het akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 8 februari 2023;

Vu l'avis n° 72.100/2/V du Conseil d'Etat, donné le 12 septembre 2022 en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel ;

Considérant l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif à l'aide humanitaire ;

Considérant l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale ;

Sur la proposition de la Ministre de la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° « la loi » : la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement ;

2° « assistance » : une assistance administrative pour faciliter le processus de signalement et l'accès à un soutien médical et psychosocial ;

3° « abus » : exploitation sexuelle, abus sexuel ou intimidation sexuelle ;

4° « exploitation sexuelle » : tout abus effectif ou tentative d'abus d'une position de vulnérabilité, de confiance ou d'inégalité de pouvoir, à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue de tirer un avantage économique, social ou politique de l'exploitation sexuelle d'une tierce personne ;

5° « abus sexuel » : comportement ou menace de comportement physique transgressif de nature sexuelle, soit avec violence, soit sous la contrainte ou par l'exploitation de l'inégalité ou d'un rapport de pouvoir différentiel ;

6° « intimidation sexuelle » : comportement sexuel inacceptable et non souhaité, y compris, mais non exclusivement, des suggestions ou exigences sexuelles, des demandes de faveurs sexuelles et des gestes ou un comportement sexuel, verbal ou physique qui sont offensants ou humiliants ou qui peuvent raisonnablement être perçus comme tel ;

7° « point de contact de première ligne » : le point de contact pour les signalements d'abus gérés au niveau d'une organisation, conformément à la Charte d'intégrité.

CHAPITRE 2. — Traitement des signalements

Art. 2. Les signalements d'abus sont traités et font, le cas échéant, l'objet d'une enquête par l'organisation concernée, quel que soit le point de contact utilisé. Il n'y est dérogé que dans le cas décrit dans l'article 3, troisième alinéa, 1°.

Après analyse du signalement, l'organisation concernée prend en temps utile des mesures appropriées et fournit l'assistance appropriée aux victimes et, le cas échéant, aux autres personnes qui signalent des abus. Ceci inclut des mesures visant à protéger les auteurs d'un signalement et les victimes contre les représailles.

Les organisations concernées ont l'obligation d'informer les victimes de la disponibilité de cette assistance. L'organisation ne fournit l'assistance que si la victime le demande.

Art. 3. Un point de contact central est créé par le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, avec pour mission de recevoir des signalements d'abus commis par le personnel et les volontaires des acteurs visés à l'article 8/1 de la loi.

Le point de contact est également accessible pour les signalements dans le cadre des activités d'Enabel, de BIO et d'autres acteurs belges qui bénéficient d'un financement pour exécuter des interventions de coopération au développement visées à l'article 2, 8° de la loi et des interventions de l'aide humanitaire visée à l'art. 2, 15° de la loi.

Ce point de contact existe subsidiairement aux points de contact de première ligne et ne peut donc assurer le suivi d'un signalement que quand il existe des raisons valables de croire que :

1° il est peu probable que l'enquête soit menée de manière approfondie et correcte après signalement auprès du point de contact de première ligne ;

2° aucune suite n'a été donnée au signalement auprès du point de contact de première ligne ;

3° l'enquête n'a pas été menée de manière approfondie et correcte suite à un signalement auprès du point de contact de première ligne ;

Gelet op het advies 72.100/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 september 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende de wet van 15 september 2013 betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden ;

Overwegende het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende de humanitaire hulp ;

Overwegende het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking ;

Op de voordracht van de Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de wet": de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking ;

2° "bijstand": administratieve bijstand om het meldingsproces en de toegang tot medische en psychosociale ondersteuning te faciliteren ;

3° "misbruik": seksuele uitbuiting, seksueel misbruik of seksuele intimidatie ;

4° "seksuele uitbuiting": elk feitelijk misbruik of poging tot misbruik van een persoon in een positie van kwetsbaarheid, vertrouwen, of ongelijke macht voor seksuele doeleinden, met inbegrip van - maar niet beperkt tot - het verkrijgen van economische, sociale of politieke voordelen van de seksuele uitbuiting van een ander ;

5° "seksueel misbruik": feitelijk of bedreigend fysiek grensoverschrijdend gedrag van seksuele aard, hetzij met geweld, of onder dwang, of door uitbuiting van ongelijke machtsverhouding ;

6° "seksuele intimidatie": onaanvaardbaar en ongewenst seksueel gedrag, waaronder - maar niet beperkt tot - seksuele suggesties of eisen, verzoeken om seksuele gunsten, en seksueel, verbaal of fysiek gedrag of gebaren, die beledigend of vernederend zijn of redelijkerwijs als dusdanig ervaren kunnen worden ;

7° "eerstelijnsmeldpunt" : het meldpunt voor meldingen van misbruik die op het niveau van een organisatie beheerd worden, conform het Integriteitscharter.

HOOFDSTUK 2. — Behandeling van meldingen

Art. 2. Meldingen van misbruik worden, onafhankelijk van het gebruikte meldpunt, behandeld en desgevallend onderzocht door de betrokken organisatie. Hiervan wordt enkel afgeweken in het geval omschreven in artikel 3, derde lid, 1°.

De betrokken organisatie neemt na analyse van de melding tijdig de gepaste maatregelen en verleent de gepaste bijstand aan slachtoffers en, desgevallend, andere personen die melding maken van misbruik. Hieronder worden eveneens maatregelen begrepen om melders en slachtoffers te beschermen tegen eventuele vergeldingsacties.

De betrokken organisatie heeft een verplichting om slachtoffers te informeren over de beschikbare bijstand. Zij verstrekt de bijstand enkel indien het slachtoffer hierom verzoekt.

Art. 3. Er wordt een centraal meldpunt opgericht door de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, met als opdracht het ontvangen van meldingen van misbruik door personeel en vrijwilligers van de in artikel 8/1 van de wet bedoelde actoren.

Het meldpunt is tevens toegankelijk voor meldingen in het kader van activiteiten van Enabel, BIO en andere Belgische actoren die financiering krijgen voor het uitvoeren van interventies van ontwikkelingssamenwerking zoals bepaald in artikel 2, 8° van de wet en interventies van de humanitaire hulp zoals bepaald in artikel 2, 15° van de wet.

Dit meldpunt bestaat subsidiair naast de eerstelijnsmeldpunten en kan dus enkel een melding opvolgen wanneer er gegronde redenen bestaan om aan te nemen dat :

1° het niet waarschijnlijk is dat het onderzoek grondig en correct zal worden gevoerd na melding bij het eerstelijnsmeldpunt ;

2° er geen gevolg is gegeven aan de melding bij een eerstelijnsmeldpunt ;

3° het onderzoek na melding bij een eerstelijnsmeldpunt niet grondig en correct is gevoerd ;

4° les mesures nécessaires n'ont pas été prises s'il s'agit de faits avérés qui ont été signalés auprès du point de contact de première ligne.

Art. 4. Toute personne concernée peut effectuer un signalement auprès du point de contact central, quels que soient sa nationalité, son lieu de résidence ou siège social ou son statut. Le signalement introduit par une organisation est introduit par une personne dûment mandatée.

Le signalement auprès du point de contact central est effectué par le biais d'un portail internet ou par le biais de tout autre canal établi à cet effet.

Art. 5. § 1^{er}. Un signalement contient les éléments suivants :

1° le nom et les coordonnées de l'auteur du signalement, sauf si l'auteur du signalement opte pour un signalement anonyme ;

2° la description de l'abus signalé ;

3° la date ou la période à laquelle l'abus a eu lieu ou a lieu ;

4° le pays ou la région où l'abus a eu lieu ou a lieu ;

5° l'organisation concernée par l'abus signalé ;

6° Le point de contact de première ligne auquel il a été fait appel, ou la raison pour laquelle il ne peut être fait appel à ce point de contact.

Si un ou plusieurs des éléments listés au présent paragraphe ne se trouvent pas dans le signalement, le point de contact central prend contact avec l'auteur du signalement afin que celui-ci puisse compléter le signalement.

§ 2. Le point de contact central n'assure pas le suivi d'un signalement lorsque :

1° celui-ci ne relève pas de la compétence du point de contact central, conformément au présent arrêté ;

2° celui-ci est essentiellement le même qu'un autre signalement écarté par le point de contact central et ne contient aucun élément nouveau par rapport à ce dernier.

Si le signalement ne relève pas de la compétence du point de contact central, le point de contact en informe l'auteur du signalement et, le cas échéant, transfère le signalement, avec l'accord de l'auteur du signalement, au point de contact de première ligne compétent.

§ 3. Le point de contact central informe l'auteur du signalement de sa décision de traiter ou de refuser de traiter le signalement dans un délai raisonnable après réception du signalement.

Art. 6. Lorsque le point de contact central décide d'assurer le suivi d'un signalement, il prend contact avec l'organisation concernée afin de vérifier :

1° le suivi du signalement par celle-ci ;

2° les mesures prises par celle-ci concernant l'abus signalé ;

3° le cas échéant, les procédures d'intégrité mises en place par celle-ci.

L'organisation concernée coopère avec le point de contact central et lui transmet toutes les informations nécessaires au suivi du signalement.

Art. 7. Le point de contact central respecte la réglementation relative à la confidentialité et la vie privée dans le suivi des signalements. L'identité de l'auteur du signalement n'est pas communiquée à des tiers sans son accord explicite.

Art. 8. Au terme du suivi du signalement, le point de contact central rédige un rapport.

4° de nodige maatregelen niet zijn genomen indien blijkt dat het om gegronde feiten gaat die bij het eerstelijnsmeldpunt gemeld zijn.

Art. 4. Elke belanghebbende kan bij het centraal meldpunt een melding indienen, ongeacht de nationaliteit, verblijfplaats of sociale zetel of statuut. De melding ingediend door een organisatie wordt ingediend door iemand die hiertoe behoorlijk gemandateerd is.

De melding aan het centraal meldpunt gebeurt via webportaal of eender welk daartoe ingericht kanaal.

Art. 5. § 1. Een melding bevat de volgende elementen:

1° de naam en contactgegevens van de melder, tenzij de melder kiest voor een anonieme melding;

2° de beschrijving van het gemelde misbruik;

3° de datum waarop of de periode waarin het gemelde misbruik heeft plaatsgevonden of plaatsvindt;

4° het land of regio waarin het gemelde misbruik heeft plaatsgevonden of plaatsvindt;

5° de organisatie betrokken bij het gemelde misbruik;

6° het eerstelijnsmeldpunt waarop reeds beroep is gedaan, of de reden waarom hier geen beroep op kan worden gedaan.

Indien een of meerdere elementen opgesomd in de huidige paragraaf ontbreken in de melding, neemt het centraal meldpunt contact op met de melder opdat deze de melding alsnog kan vervolledigen.

§ 2. Het centraal meldpunt zal een melding niet opvolgen:

1° wanneer deze niet onder de bevoegdheid van het centraal meldpunt valt, overeenkomstig dit besluit;

2° wanneer deze in wezen dezelfde is als een eerder door het centraal meldpunt afgewezen melding zonder dat er nieuwe feiten worden aangebracht.

Indien de melding niet onder de bevoegdheid valt van het centraal meldpunt conform dit besluit, zal het meldpunt de melder hiervan op de hoogte stellen en indien toepasselijk de melding overdragen mits toestemming van de melder naar het bevoegde eerstelijnsmeldpunt.

§ 3. Het centraal meldpunt stelt de melder binnen redelijke termijn na ontvangst van de melding in kennis van zijn besluit om de melding al dan niet te behandelen.

Art. 6. Wanneer het centraal meldpunt besluit een melding op te volgen, neemt het contact op met de betrokken organisatie ter verificatie van:

1° de opvolging van de melding door de betrokken organisatie;

2° de maatregelen die de betrokken organisatie heeft genomen in verband met het gemelde misbruik;

3° indien nodig, de door de betrokken organisatie ingestelde integriteitsprocedures.

De betrokken organisatie verleent haar medewerking aan het centraal meldpunt en verstrekt alle informatie vereist voor de opvolging van de melding.

Art. 7. Het centraal meldpunt respecteert de regelgeving inzake vertrouwelijkheid en privacy bij de opvolging van meldingen. De identiteit van de melder wordt niet aan derden meegegeeld zonder diens expliciete toestemming.

Art. 8. Wanneer het centraal meldpunt de opvolging van de melding heeft afgerond, wordt er een verslag van opgemaakt.

Si le point de contact central estime que l'organisation concernée n'a pas pris les mesures nécessaires conformément à l'article 2 du présent arrêté ou que la charte d'intégrité visée au chapitre 3 du présent arrêté n'a pas été respectée, le point de contact central peut rédiger des recommandations à l'égard de l'organisation concernée. Si la gravité de la situation le requiert, le point de contact central informe le ministre qui à la Coopération au Développement dans ses attributions de ces recommandations.

Art. 9. L'auteur du signalement est informé de la fin du suivi du signalement.

Si l'auteur du signalement est une victime potentielle de l'abus signalé, le point de contact central l'informe des mesures d'assistance existantes.

CHAPITRE 3. — Charte d'intégrité

Art. 10. La charte d'intégrité en matière de coopération au développement visée à l'article 15/1 de la loi et reprise en Annexe, est érigée en référence nationale pour la politique d'intégrité.

La charte d'intégrité devient par conséquent la base juridique pour l'élaboration d'une politique d'intégrité auprès des acteurs énumérés à l'article 15/1 de la loi, dont le respect est contrôlé par le ministre qui à la Coopération au Développement dans ses attributions.

Art. 11. L'accréditation d'une organisation, telle que visée à l'article 26 de la loi, peut être retirée si celle-ci a commis une violation grave de la charte d'intégrité. Les cas suivants sont considérés comme des violations graves :

1° lorsqu'une organisation omet sciemment et systématiquement d'examiner des signalements en temps utile ;

2° lorsqu'une organisation omet sciemment et systématiquement de prendre des mesures adéquates en cas de violation de l'intégrité ;

3° lorsqu'une organisation, après plusieurs sommations de la Direction générale Coopération au Développement et Aide humanitaire, n'est toujours pas en mesure d'établir qu'elle applique les 10 points de la partie B de la Charte d'intégrité ;

4° lorsqu'une organisation refuse de manière non-fondée de fournir la coopération demandée par le point de contact central.

Art. 12. En cas de violation de la charte d'intégrité, il peut être décidé, en fonction de la gravité de la violation, de procéder à la suspension immédiate, en tout ou en partie, ou à la cessation de plein droit, en tout ou en partie, des engagements qui s'inscrivent dans le cadre des programmes, projets et contributions visés aux articles 27, 28, 29 et 30 de la loi. A cet égard, il est tenu compte de :

1° l'ampleur de la violation ;

2° la mesure dans laquelle l'organisation a omis de prendre des mesures adéquates.

Art. 13. Les décisions mentionnées dans les articles 11 et 12 sont prises par le ministre qui à la Coopération au Développement dans ses attributions, conformément à la procédure décrite à l'article 10, §2 à §4, de l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 14. Entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° la loi du 20 juillet 2020 modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement et érigeant la charte d'intégrité existante en matière de coopération au développement en référence nationale pour la politique d'intégrité ;

2° le présent arrêté.

Indien het centraal meldpunt acht dat de betrokken organisatie niet de nodige maatregelen heeft genomen overeenkomstig artikel 2 van dit besluit of dat het integriteitscharter bedoeld in hoofdstuk 3 van dit besluit niet werd gerespecteerd, kan het centraal meldpunt aanbevelingen overmaken aan de betrokken organisatie. Indien de ernst van de situatie dit vereist, brengt het centraal meldpunt deze aanbevelingen ter kennis van de minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 9. De melder wordt in kennis gesteld van het einde van de opvolging van de melding.

Indien de melder potentieel een slachtoffer is van het gemelde misbruik, informeert het centraal meldpunt hem over de bestaande bijstandmaatregelen.

HOOFDSTUK 3. — Integriteitscharter

Art. 10. Het integriteitscharter in de ontwikkelingssamenwerking, zoals vermeld in artikel 15/1 van de wet en opgenomen in bijlage, wordt tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid verheven.

Het integriteitscharter wordt hierdoor de juridische basis voor de uitwerking van een integriteitsbeleid bij de actoren, zoals opgesomd in artikel 15/1 van de wet, waarvan de naleving wordt getoetst door de minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 11. De erkenning van een organisatie, zoals bepaald in artikel 26 van de wet, kan ingetrokken worden indien deze het integriteitscharter ernstig heeft geschonden. De volgende gevallen worden beschouwd als een ernstige schending :

1° wanneer een organisatie bewust en systematisch nalaat om meldingen tijdig te onderzoeken;

2° wanneer een organisatie bewust en systematisch nalaat om gepaste maatregelen te nemen in geval van een integriteitsschending;

3° wanneer een organisatie na meerdere aanmaningen door de Directie-generaal Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire Hulp nog steeds niet kan aantonen dat zij de 10 punten van deel B uit het Integriteitscharter toepast;

4° wanneer een organisatie de door het centraal meldpunt gevraagde medewerking op een ongegronde manier weigert te verlenen.

Art. 12. In geval van schending van het integriteitscharter, kan beslist worden, naargelang de ernst van de schending, om over te gaan tot onmiddellijke, volledige of gedeeltelijke schorsing, of volledige of gedeeltelijke beëindiging van rechtswege van de toezeggingen die kaderen in de programma's, projecten en bijdragen zoals bepaald in de artikelen 27, 28, 29 en 30 van de wet. Daarbij wordt rekening gehouden met:

1° de reikwijdte van de schending;

2° de mate waarin de organisatie nagelaten heeft om gepaste maatregelen te nemen.

Art. 13. De beslissingen vermeld in de artikelen 11 en 12 worden genomen door de minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking, overeenkomstig de procedure uiteengezet in artikel 10, §2 tot en met §4 van het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 14. Op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* treden in werking:

1° de wet van 20 juli 2020 tot wijziging van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking en tot verheffing van het bestaande integriteitscharter inzake de ontwikkelingssamenwerking tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid;

2° dit besluit.

Art. 15. Le ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Coopération au Développement,
C. GENNEZ

Annexe de l'arrêté royal du 28 février 2023 érigeant la charte d'intégrité existante en matière de coopération au développement en référence nationale pour la politique d'intégrité et créant un point de contact central pour les victimes d'abus dans la coopération au développement

Charte d'Intégrité

A. Principes de base

1. L'intégrité et le respect sont des valeurs fondamentales à nos yeux. Elles guident nos actions et sont soutenues par tous ceux qui travaillent officiellement pour notre organisation (collaborateurs, bénévoles et dirigeants).

2. Nous condamnons toute forme d'atteinte à l'intégrité (abus, fraude, corruption) tant au sein de notre organisation que chez les partenaires ou dans le cadre d'interventions que nous finançons.

3. Chaque organisation est responsable du développement, de l'application et du suivi de l'intégrité au sein de son organisation.

B. Notre approche

1. Nous travaillons avec un code éthique suffisamment directif et clair. Le code éthique est signé par tous ceux qui travaillent officiellement pour notre organisation dans le cadre de la coopération au développement.

2. Nous sensibilisons régulièrement nos collaborateurs, bénévoles et partenaires à la question de l'intégrité. Nous organisons des formations sur l'intégrité.

3. Nos collaborateurs et bénévoles peuvent s'adresser en toute confiance à une personne afin d'obtenir des conseils sur l'intégrité et les atteintes potentielles à celle-ci.

4. Étant donné que nous travaillons dans des contextes où les risques de corruption sont élevés, nous prenons les mesures préventives nécessaires pour maîtriser les risques liés à l'intégrité.

5. Les dispositions nécessaires en matière d'intégrité sont incluses dans les contrats que nous concluons avec nos partenaires.

6. Nous mettons à disposition un point de contact confidentiel auquel les collaborateurs, les partenaires, les bénéficiaires ou les victimes peuvent adresser leurs plaintes concernant des atteintes à l'intégrité. Nous veillons à ce que les cas signalés fassent l'objet d'un suivi rapide.

7. Nous organisons régulièrement des contrôles afin de déterminer les atteintes potentielles à l'intégrité et d'améliorer nos systèmes.

8. En cas d'atteinte à l'intégrité, les mesures appropriées sont prises immédiatement.

9. Dans le respect des règles sur la protection de la vie privée, nous communiquons au moins une fois par an globalement sur les atteintes à l'intégrité.

10. Nous collaborons activement avec d'autres acteurs pour mettre en œuvre ces mesures, nous développons les pratiques existantes et nous nous efforçons d'améliorer continuellement nos systèmes.

C. Entrée en vigueur

1. Par leur signature, les organisations s'engagent à mettre en œuvre cette « Charte d'Intégrité » d'ici mi-2019.

D. Signataires

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 2023.

Art. 15. De minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
C. GENNEZ

Bijlage bij het koninklijk besluit van 28 februari 2023 tot verheffing van het bestaande integriteitscharter inzake de ontwikkelingssamenwerking tot nationale standaard voor het integriteitsbeleid en tot oprichting van een centraal meldpunt voor slachtoffers van misbruik in de ontwikkelingssamenwerking.

Charter Integriteit

A. Uitgangsprincipes

1. Integriteit en respect zijn voor ons belangrijke kernwaarden. Deze waarden geven richting aan onze handelingen en worden onderschreven door iedereen die formeel voor onze organisatie werkt (zoals medewerkers, vrijwilligers en bestuurders).

2. We keuren elke vorm van integriteitsschending (misbruik, fraude, corruptie) af zowel binnen onze organisatie als bij de partners of interventies die we financieren.

3. Iedere organisatie is zelf verantwoordelijk voor de uitwerking, toepassing en opvolging van integriteit in de eigen organisatie.

B. Onze aanpak

1. We werken met een ethische code die voldoende richtinggevend en duidelijk is. De ethische code wordt ondertekend door iedereen die formeel voor onze organisatie werkt in het kader van ontwikkelingsamenwerking.

2. We brengen het thema van integriteit regelmatig onder de aandacht van onze medewerkers, vrijwilligers en partners. We zorgen voor opleiding rond integriteit.

3. Onze medewerkers en vrijwilligers kunnen in vertrouwen terecht bij een persoon voor advies over integriteit en mogelijke schendingen.

4. Aangezien we werken in contexten waar integriteitsrisico's hoog zijn, nemen we de nodige preventieve maatregelen om integriteitsrisico's te beheersen.

5. In de contracten die we afsluiten met onze partners worden de nodige bepalingen inzake integriteit opgenomen.

6. We zorgen voor een vertrouwelijk meldpunt waar medewerkers, partners, begunstigden of slachtoffers terecht kunnen voor klachten over integriteitsschendingen. We zorgen ervoor dat de gerapporteerde gevallen tijdig worden opgevolgd.

7. We organiseren regelmatig controles om eventuele integriteitsschendingen vast te stellen en om onze systemen te verbeteren.

8. In geval van integriteitsschendingen worden onmiddellijk de gepaste maatregelen genomen.

9. Met respect voor de regels inzake privacy communiceren we ten minste één keer per jaar globaal over de integriteitsschendingen.

10. We werken actief samen met andere actoren om deze maatregelen te realiseren, bouwen voort op bestaande praktijken en streven naar continue verbetering van onze systemen.

C. Inwerkingtreding

1. Door de ondertekening verbinden de organisaties er zich toe dit "Charter Integriteit" tegen midden 2019 te operationaliseren.

D. Ondertekenende partijen

Gezien om gevraagd te worden bij ons besluit van 28 februari 2023 .

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/42375]

27 DECEMBRE 2021. — Loi-programme
Traduction allemande d'extraits

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande des articles 104 à 115 et 121 à 138 de la loi-programme du 27 décembre 2021 (*Moniteur belge* du 31 décembre 2021).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/42375]

27 DECEMBER 2021. — Programmawet
Duitse vertaling van uittreksels

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de artikelen 104 tot 115 en 121 tot 138 van de programmawet van 27 december 2021 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 2021).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.